



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

COM : Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Question au Gouvernement n° 836

Texte de la question

VIOLENCES À SAINT-MARTIN

M. le président. La parole est à M. Daniel Gibbes, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.)*

M. Daniel Gibbes. Monsieur le Premier ministre, le 5 mai dernier, à Saint-Martin, les réjouissances du " Fish Day " - une fête traditionnelle qui s'est toujours déroulée dans un esprit bon enfant - ont tourné au drame quand, en fin d'après-midi, des jeunes, armés, sont venus régler leurs comptes au milieu de la foule. Le bilan n'a pas fait les grands titres de la presse nationale mais il est lourd : un mort et sept blessés dont une femme enceinte. J'étais présent au moment de ce nouveau drame qui a bouleversé tous les Saint-Martinois.

L'île - une île qui vit du tourisme - a atteint un niveau de violence et de délinquance sans précédent. Monsieur le Premier ministre, est-il normal que, dix jours après cette tragédie, le Gouvernement n'ait envoyé aucun signe à Saint-Martin, n'ait fait aucune déclaration qui condamne cet acte ? Quand vous vous montrez prompts à condamner les meurtres de Marseille ou de Corse, les tragédies lointaines d'outre-mer, elles, semblent avoir bien moins de résonance.

Nos drames, qui trouvent leur source dans un malaise social endémique, dans des économies en désespérance, ne sont pas moins tragiques parce qu'ils surviennent à 8 000 kilomètres de Paris.

L'égalité, ce n'est pas seulement le mariage pour tous, monsieur le Premier ministre, c'est aussi et avant tout l'éducation pour tous *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP)*, quand nos écoles croulent sous le poids de la surpopulation scolaire.

Et c'est aussi la justice pour tous, quand nous réclamons depuis des années la création d'un TPI ou d'une chambre de justice détachée. Justice pour tous également, quand les détenus de Saint-Martin représentent plus de la moitié des détenus de la prison de Basse-Terre tandis que l'on enterre le dossier de la construction d'une prison sur l'île, qui permettrait pourtant, sans nul doute, de mettre un frein au sentiment d'impunité qui y règne et jouerait un rôle précieux en matière de réinsertion.

Et c'est enfin la sécurité pour tous, quand un dispositif de sécurité rural ne parvient plus à répondre à une délinquance urbaine.

Ma question est la suivante : Saint-Martin doit-elle attendre le prochain carnage pour que votre gouvernement s'intéresse enfin à elle ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Bernard Accoyer. Qu'avons-nous encore fait ?

M. Manuel Valls, *ministre de l'intérieur*. Monsieur le député, ma pensée va d'abord à la personne tuée au cours de cette fusillade et aux six blessés par balles. Une information judiciaire a été ouverte et tout doit être fait pour appréhender les auteurs de ce meurtre.

Les premiers témoignages recueillis, vous le savez, montrent que cet acte odieux s'inscrit dans une montée générale des violences entre des bandes issues de différents quartiers, et cela, malheureusement, depuis longtemps.

M. Guy Geoffroy. Depuis que vous êtes là !

M. Manuel Valls, *ministre*. J'entends l'inquiétude de la population de Saint-Martin, je comprends la vive émotion qu'a provoquée cet événement tragique et je sais que les appels au calme du préfet et des élus locaux étaient

nécessaires. Je sais, monsieur le député - et c'est pourquoi je regrette parfois certains arguments que vous avez utilisés -, que vous avez pris votre part dans ces appels au calme.

L'ensemble des forces présentes sur l'île est mobilisé pour mettre fin à cette violence. L'économie illégale et le trafic d'armes qui en découlent sont des fléaux dans tous les territoires de la République et dans celui-ci en particulier, nourris par la situation économique, et le sentiment d'abandon qu'ont pu éprouver depuis longtemps les habitants de l'île.

Vous pouvez compter sur la détermination du Gouvernement et notamment de Victorin Lurel (*Sourires sur les bancs du groupe UMP*)...

Mme Catherine Vautrin. Alors là, nous sommes sauvés !

M. Manuel Valls, *ministre*. ...pour répondre à cette situation. Saint-Martin a été trop longtemps abandonnée et le Gouvernement veut répondre à ce défi.

M. Christian Jacob. Ce n'est pas glorieux !

Données clés

Auteur : [M. Daniel Gibbes](#)

Circonscription : Saint-Barthélemy et Saint-Martin (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 836

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 mai 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [15 mai 2013](#)